



**Convention relative à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie
préventive prescrit par arrêté n° 2024-642 du 15 octobre 2024
sur la commune d'Olonne-sur-Mer
dans le cadre d'un projet d'aménagement et de construction**

ENTRE

Le Département de la Vendée

dont le siège est Hôtel du Département, 40 rue Maréchal Foch, 85 923 La Roche-sur-Yon
Cedex 9

représenté par Monsieur Alain LEBOEUF, Président du Conseil départemental, agissant en
vertu de la délibération de la Commission permanente n° 19 du 22 juillet 2021,

d'une part,

Et

La SPL Destination Les Sables-d'Olonne dont le siège social est situé 1, Promenade Wilson,
BP 20146, 85104 LES SABLES-D'OLONNE

Représentée par Monsieur Guillaume CHARRE, Directeur, Pôle aménagement et construction
de la SPL Destination Les Sables-d'Olonne, 1 Promenade Wilson, BP 20146, 85104 Les
Sables-d'Olonne et intervenant au nom et pour le compte de la Commune de Sables-d'Olonne,
dans le cadre d'une convention de mandat d'études sur un terrain propriété de la Commune
des Sables-d'Olonne.

ci-après désigné « l'aménageur », au sens de l'article R523-3 du code du Patrimoine

d'autre part,

Vu le Code du Patrimoine et notamment son livre V ;

Vu la délibération II-B 5 du 24 juin 2005 du Conseil départemental de la Vendée approuvant
le principe de la création d'une cellule d'archéologie préventive et donnant délégation à la
Commission Permanente pour prendre toute mesure nécessaire à la mise en place du
fonctionnement ultérieur de la cellule d'archéologie préventive et pour prendre au cas par cas
les décisions de réalisation, pour les aménagements départementaux, des diagnostics ainsi
que les fouilles y faisant suite ;

Vu la délibération IV-D 2 du 7 avril 2017 du Conseil départemental de la Vendée approuvant
le principe de l'élargissement des missions de la cellule départementale d'archéologie
préventive aux opérations non départementales ;

Vu la délibération XIII-D-2 du 30 juin 2022 du Conseil départemental portant délégation en
matière d'archéologie préventive ;

Vu l'arrêté du ministre chargé de la culture en date du 27 décembre 2017 habilitant le secteur Patrimoine et archéologie en qualité d'opérateur d'archéologie préventive ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Région Pays-de-la-Loire n° 2024-642 (annexe 1) du Service régional d'archéologie du 15 octobre 2024 prescrivant la présente opération d'archéologie préventive, notifié au Département de la Vendée et à l'aménageur le 17 octobre 2024.

Vu la décision du Président du Département de la Vendée en date du 18 octobre 2024, notifiant sa décision de réaliser ce diagnostic ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Région Pays-de-la-Loire n° 2024-662 du Service régional de l'archéologie du 23 octobre 2024 (annexe 2) portant attribution de la présente opération d'archéologie préventive, en date du 24 octobre 2024, au Département de la Vendée ;

PREAMBULE

En application du Code du Patrimoine et des différentes délibérations du Conseil départemental susvisés, le Département peut réaliser une opération de diagnostic archéologique prescrite par l'Etat puisqu'il est doté d'un service archéologique habilité. A cette fin, le Département de la Vendée, désigné comme opérateur, conclut la convention correspondante, avec la SPL Destination Les Sables-d'Olonne projetant d'exécuter les travaux prévus par la loi.

Dans ce cadre, le Département de la Vendée intervient préalablement à l'exécution des travaux projetés par l'aménageur pour réaliser un diagnostic d'archéologie préventive.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de réalisation, par le Département de la Vendée, de l'opération de diagnostic décrite à l'article 3 ci-dessous, ainsi que l'ensemble des droits et obligations respectifs des deux parties dans le cadre de cette opération.

En qualité d'opérateur, le Département assure la réalisation de l'opération dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires du Code du Patrimoine. Il est maître d'ouvrage de l'opération ; il en établit le projet d'intervention et la réalise conformément aux prescriptions de l'Etat. Il transmet la présente convention au préfet de région.

L'exécution de la présente convention est subordonnée à la validation par les services de l'Etat du projet d'intervention élaboré par le Département (annexe n° 3).

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DU TERRAIN PAR L'AMENAGEUR POUR LA REALISATION DE L'OPERATION

Article 2-1 : conditions de mise à disposition du terrain par l'aménageur pour la réalisation de l'opération

Article 2-1-1 : conditions générales

1) En application du Code du Patrimoine susvisé, l'aménageur est tenu de remettre le terrain au Département dans des conditions permettant d'effectuer l'opération. A cette fin, il met gracieusement à disposition le terrain constituant l'emprise du diagnostic et ses abords immédiats libérés de toutes contraintes d'accès et d'occupation sur les plans pratique et juridique. L'absence de toute contrainte consiste à libérer le terrain et ses abords immédiats de tous matériels, matériaux, stocks de terre, arbres, équipements et petites constructions et plus généralement tous éléments pouvant entraver le déroulement normal des opérations ou mettre en péril la sécurité du personnel du Département.

2) Pendant toute la durée de l'opération, le Département a la libre disposition du terrain qui se trouve alors sous sa responsabilité. Les dates encadrant cette mise à disposition sont validées par la signature de procès-verbaux de début et de fin de chantier. L'aménageur s'engage à ne pas intervenir sur le terrain pour les besoins de son propre aménagement, sauf accord différent des parties et sous réserve des dispositions particulières précisées ci-après.

Article 2-1-2 : conditions particulières

Il est expressément convenu qu'il n'existe aucune condition particulière justifiant d'autoriser l'aménageur à intervenir pendant la durée de l'opération archéologique.

L'aménageur est réputé avoir procédé préalablement à l'intervention du Département aux mesures suivantes :

- délimité par piquetage ou bornage l'emprise des terrains concernés par l'aménagement ;
- procédé à l'abattage des arbres et broyé les taillis empêchant la réalisation du diagnostic, étant précisé que leur « dessouchage » est strictement interdit avant l'intervention du Département ;
- enlevé tout obstacle pouvant entraver le bon déroulement de l'opération, en particulier le produit de l'abattage des arbres (troncs, branchages,...) ;
- dépollué le site sauf accord préalable ;
- démolit les bâtiments existants et évacué leurs produits de démolition, sauf accord préalable prenant en compte la conformité avec les surfaces à diagnostiquer telles que prévues dans la prescription émise par l'Etat ;
- pratiqué à l'« exondage » des zones inondables, sauf accord préalable notamment en cas d'impossibilité technique.

Dans le cas contraire, le Département ne pourra mettre en œuvre l'opération visée par la présente convention et des pénalités de retard seront appliquées conformément à l'article 8. Par ailleurs la responsabilité du Département ne pourra être engagée d'aucune manière du fait de l'impossibilité de commencement des opérations causée par ce retard de l'aménageur.

Article 2-2 : Modalités de mise à disposition du terrain et procès-verbal de mise à disposition du terrain

L'aménageur s'engage à mettre le terrain à la disposition du Département dans des conditions permettant d'effectuer l'opération archéologique, telles qu'elles sont précisées à l'article 2-1 au plus tard le 2 juin 2025.

La responsabilité du Département ne pourra être engagée d'aucune manière du fait de l'impossibilité de commencement des opérations causée par la carence de l'aménageur en matière de Déclarations de Travaux (DT), en application de la réglementation sur la connaissance des réseaux.

Au moment de l'occupation du terrain, le Département dresse, en présence d'un représentant de l'aménageur, un procès-verbal contradictoire de mise à disposition du terrain soumis à diagnostic, en deux exemplaires originaux dont l'un est remis à l'aménageur. Ce procès-verbal a un double objet :

- il constate le respect du délai et la possibilité pour le Département d'occuper le terrain qui, en conséquence, est placé sous sa garde et sa responsabilité ;
- il constate le respect de l'ensemble des conditions de mise à disposition du terrain prévues au présent article.

A défaut pour l'aménageur de se faire représenter sur les lieux, il en prévient le Département au moins une semaine avant et le Département peut, en accord avec l'aménageur, adresser le procès-verbal de mise à disposition du terrain à ce dernier par lettre recommandée avec accusé de réception, à charge pour l'aménageur de le retourner signé au Département avant le démarrage de l'opération.

En cas de désaccord entre le Département et l'aménageur sur ce procès-verbal ou en cas de refus de l'aménageur de le signer, la partie la plus diligente peut demander à la juridiction compétente de désigner un expert pour dresser d'urgence le procès-verbal prévu ci-dessus.

Le cas échéant, le report du délai de mise à disposition du terrain du fait d'un retard dans la signature du procès-verbal sera précisé par avenant à la présente convention.

L'accès au terrain et son occupation sont maintenus et garantis par l'aménageur pendant toute la durée de l'opération archéologique à partir de la mise à disposition du terrain constatée par le procès-verbal prévu ci-dessus et jusqu'à l'établissement du procès-verbal de fin de chantier mentionné à l'article 6-1 ci-dessous.

Toute gêne ou immobilisation des équipes du Département notamment pour des motifs d'inaccessibilité du terrain peut entraîner un report des délais prévus à l'article 4 ci-dessous. Le cas échéant, ce report sera constaté par avenant à la présente convention et pourra faire l'objet d'un nouveau procès-verbal de mise à disposition.

Article 2-3 : Situation juridique de l'aménageur au regard du terrain

L'aménageur n'est pas propriétaire du terrain constituant l'emprise de l'opération prescrite mais intervient au nom et pour le compte de la Commune des Sables-d'Olonne.

La Commune des Sables-d'Olonne étant propriétaire du terrain constituant l'emprise de l'opération prescrite, la présente convention vaut garantie pour le Département de cette propriété et vaut autorisation pour le Département à pénétrer sur ledit terrain et à y réaliser l'opération archéologique prescrite.

ARTICLE 3 : DESCRIPTION DE L'OPERATION

Article 3-1 : Nature de l'opération

L'opération d'archéologie préventive objet de la présente convention est constituée des travaux de diagnostic (phase de terrain et phase d'étude aux fins d'élaboration du rapport de diagnostic) dont les principales caractéristiques techniques sont récapitulées dans l'arrêté de prescription joint en annexe n° 1.

Ces caractéristiques sont précisées dans le projet d'intervention (annexe 3) adressé à l'aménageur dans sa version définitive validée par les services de l'Etat.

A l'issue de cette opération, le Préfet de Région pourra prescrire une fouille préventive. Dans ce cas et sauf abandon du projet, l'aménageur fera appel à l'opérateur de son choix dans les conditions précisées par les articles R529-33 et 42 du Code du Patrimoine visé ci-dessus.

Article 3-2 : localisation de l'opération

La localisation de l'emprise du diagnostic – définie par arrêté de prescription – est présentée en annexe n° 1 avec le plan correspondant qui a été fourni ou validé par le service de l'Etat ayant prescrit le diagnostic.

ARTICLE 4 : CALENDRIER DE REALISATION DE L'OPERATION

En application de l'article R 523-60 du Code du Patrimoine, le Département fera connaître aux services de l'Etat (DRAC Pays de la Loire – Service régional de l'archéologie) les dates de début et de fin du diagnostic au moins cinq jours ouvrables avant le début de l'opération.

Article 4-1 : Date prévisionnelle de début de l'opération sur le terrain

La date prévisionnelle de début de l'opération est fixée dans le calendrier joint en annexe n° 4 à la présente convention. Le début de l'opération est subordonné à la désignation du responsable scientifique de l'opération par l'Etat et à la signature de la présente convention dans un délai de quinze jours après envoi par le Département.

Article 4-2 : Durée de réalisation de l'opération

Le Département réalisera l'opération de diagnostic dans un délai de 1 jour ouvré (tranche ferme) à compter de la mise à disposition du terrain, délai augmenté de 2 jours ouvrés en cas de découverte de vestiges significatifs nécessitant des investigations complémentaires (tranche conditionnelle).

Lorsqu'il cesse d'occuper le terrain, le Département dresse un procès-verbal de fin de chantier dans les conditions précisées à l'article 6-1 de la présente convention.

Article 4-3 : Délai de remise du rapport de diagnostic

Le Département dispose d'un délai maximum de 83 jours ouvrés pour remettre le rapport de diagnostic au Préfet de la Région Pays-de-le-Loire.

Le Préfet de Région portera ce rapport à la connaissance de l'aménageur et du propriétaire du terrain.

Article 4-4 : Conditions de modification du calendrier de l'opération archéologique

Toute modification des dates fixées aux articles 2.2, 4-2 et 4-3 ci-dessus doit être constatée par avenant à la présente convention. Les autres dates ou délais, fixés à titre prévisionnel, peuvent être modifiés par accord des parties sans conclusion d'un avenant.

Article 4-4-1 : modification demandée par l'une des parties et recevant l'accord de l'autre

Lorsque les modifications des dates prévues aux articles 2.2, 4-2 et 4-3 ci-dessus relèvent d'un accord entre les parties, elles ne font l'objet d'aucune pénalité de retard.

Article 4-4-2 : modification due à des circonstances particulières

Les parties conviennent que des circonstances particulières peuvent affecter le calendrier de l'opération en impactant la conduite normale du chantier telles que notamment :

- les contraintes techniques liées à la nature du sous-sol ;
- les problèmes qui ne sont pas imputables au Département, tels que les intempéries, la défaillance d'un fournisseur, la pollution du terrain et autres aléas imprévisibles et, de manière générale, en cas de force majeure, et qui rendent inexigibles les pénalités de retard.
- L'immobilisation des équipes du Département en cours de chantier lors de découverte fortuite de réseaux non identifiés dans le cadre des DICT

Il est précisé que les intempéries (nature et période) doivent s'entendre au sens des articles L 5424-6 et suivants du Code du Travail.

Ne sont pas réputées circonstances particulières les cas de découvertes d'importance exceptionnelle prévus par les articles R 523-47 et 48 du Code du Patrimoine visé ci-dessus.

Par ailleurs, conformément à l'article R 523-37 du Code du Patrimoine visé ci-dessus, le délai de caducité de la prescription de diagnostic prévu au troisième alinéa de l'article L 523-7 du Code du Patrimoine est suspendu en cas de force majeure.

Article 4-5 : caducité de la prescription de diagnostic

Il est rappelé que, dans le cas où le diagnostic ne serait pas achevé, du fait du Département, dans le délai fixé à l'article 4-2, alinéa 1 ci-dessus, la prescription de diagnostic sera réputée caduque à l'expiration du délai et dans les conditions fixées par voie réglementaire en application de l'article R 523-37 du Code du Patrimoine visé ci-dessus.

ARTICLE 5 : PREPARATION ET REALISATION DE L'OPERATION (PHASE DE TERRAIN)

Article 5-1 : travaux réalisés par ou pour le compte du Département

Article 5-1-1 : principe

Le Département est maître d'ouvrage de l'opération de diagnostic. Il réalise les seuls travaux indispensables à la réalisation de l'opération archéologique dans le cadre du titre II du livre V du Code du Patrimoine susvisé. Il peut recourir à cette fin à des prestataires qu'il choisit et contrôle conformément à la réglementation applicable à la commande publique ou dans le cadre d'une collaboration scientifique avec d'éventuels organismes partenaires.

Dans ce cadre et en sa qualité d'exécutant des travaux réalisés pour le compte de l'aménageur responsable du projet, il s'engage à effectuer les démarches nécessaires à la réalisation des Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) et, notamment, la consultation obligatoire du guichet unique permettant d'identifier les exploitants de réseaux dans la zone de l'opération.

La DICT reprendra, dans le volet relatif à la déclaration de projet de travaux (DT), les mêmes informations que celles portées dans la DT à laquelle elle se rapporte et qui aura été transmise par l'aménageur dans les conditions fixées à l'article 5-2 de la présente convention.

Article 5-1-2 : installations nécessaires au Département et signalisation de l'opération

Le Département ainsi que ses prestataires ou partenaires peuvent installer tout cantonnement utile à la réalisation de l'opération.

Le Département s'engage à installer tout panneau de signalisation de chantier adapté informant le public des dangers potentiels.

Article 5-1-3 : Hygiène et sécurité des personnels

Les travaux archéologiques de terrain se dérouleront dans le respect des règles générales du code du travail et particulières applicables aux chantiers archéologiques et de toutes mesures propres à assurer la sécurité et à protéger la santé des personnels sur le terrain.

Dans le cas où la réalisation du diagnostic archéologique par le Département est effectuée en coexistence ou en coactivité à l'intervention d'autres entreprises, l'aménageur, en tant que maître d'ouvrage au titre des travaux doit désigner un coordonateur sécurité-protection-santé (SPS).

L'aménageur s'engage à fournir au Département le plan général de coordination (PGC) avant la date de démarrage de l'opération afin que le Département puisse réaliser le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS). Les parties s'engagent à se rapprocher pour convenir de toutes mesures de nature à assurer la meilleure sécurité des personnels et du site. Elles s'engagent notamment à demander à leurs responsables de la sécurité et au coordonnateur sécurité-protection-santé (SPS) de se rapprocher pour arrêter les mesures concrètes correspondantes.

Dans le cas où l'aménageur est entreprise utilisatrice et que le chantier ne peut être isolé de l'activité du site, un plan de prévention sera établi entre l'aménageur et le Département.

Article 5-2 : Obligations de l'aménageur

Il est préalablement rappelé que, conformément à l'article R 523-32 du Code du Patrimoine susvisé, les termes de la convention ne peuvent avoir pour effet la prise en charge, par le Département, de travaux ou d'aménagements du chantier impliquant, en tout état de cause, la réalisation du projet de travaux de l'aménageur.

Outre les travaux et aménagements qu'aurait normalement dû impliquer la réalisation de son propre projet, l'aménageur s'engage, avant la mise à disposition du terrain, à :

- faire son affaire de toutes les questions liées à l'occupation temporaire des terrains, de leurs abords et de leurs voies d'accès ; s'assurer notamment que les voies d'accès soient librement utilisables par le Département ;
- fournir au Département les certificats d'urbanisme délivrés, le cas échéant, à l'aménageur ;
- fournir au Département le plan des distances de sécurité à respecter vis-à-vis des bâtiments existants en élévation ;
- fournir au Département tous renseignements utiles relatifs aux ouvrages privés situés dans ou sous l'emprise des terrains fouillés (canalisations,...) et à leurs exploitants ;
- mettre, le cas échéant, à disposition du Département le fichier numérique du projet d'aménagement (Format DWG/Autocad) projeté en coordonnées Lambert 93 en vue de l'élaboration du rapport de diagnostic par le Département ;
- mettre, le cas échéant, à disposition du Département un exemplaire de l'étude géotechnique des sols et/ou le fichier numérique de l'implantation des sondages afférents (Format DWG/Autocad) projeté en coordonnées Lambert 93 en vue de l'élaboration du rapport de diagnostic par le Département ;
- fournir le fonds cadastral indiquant l'identité et les coordonnées des propriétaires des terrains ;
- en application de la réglementation relative à l'exécution des travaux à proximité d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution :
 - effectuer les démarches relatives à la déclaration de projet de travaux (DT) et notamment la consultation obligatoire du guichet unique et en fournir la copie au Département au moins 35 jours ouvrés en unité urbaine ou 20 jours ouvrés dans les autres cas, avant le démarrage de l'opération, afin que le Département puisse, de son côté, effectuer les démarches de Déclaration d'Intention de Déclaration des Travaux (DICT) sur le guichet unique ;
 - effectuer, le cas échéant, en cas d'incertitude sur la localisation géographique d'un ou plusieurs ouvrages, les investigations complémentaires nécessaires dans les conditions financières fixées à l'article R.554-23-II du Code de l'environnement et à en fournir les résultats au Département ;
 - procéder, pour chacun des ouvrages souterrains en service identifiés, sous sa responsabilité et à ses frais, à un marquage au sol permettant de signaler le tracé de l'ouvrage et, le cas échéant, la localisation des points singuliers ou présentant une sensibilité particulière.

Article 5-3 : Circonstances particulières

En cas de circonstances particulières (hors découvertes d'importance exceptionnelle définies par les articles R 523-47 et 48 du Code du Patrimoine visé ci-dessus) affectant la conduite du chantier, notamment en ce qui concerne le calendrier de l'opération, le Département ou l'aménageur organise dans les meilleurs délais une réunion entre les parties concernées pour convenir des nouvelles modalités de l'opération et de leurs conséquences matérielles et financières. Les modifications ainsi apportées seront définies par avenant à la présente

convention qui précisera notamment si des pénalités de retard sont dues par l'une ou par l'autre des parties.

Si tel est le cas, le dispositif des pénalités de retard est celui prévu à l'article 8-2 de la présente convention.

Article 5-4 : Situation du terrain à l'issue de l'opération

Sauf indication écrite contraire de l'aménageur, le Département procédera au rebouchage sommaire par pelle mécanique des sondages à l'issue de son intervention. L'aménageur reprend alors le terrain en l'état. Néanmoins le Département s'engage à séparer les terres végétales et matériaux inertes lors de l'ouverture des tranchées de diagnostic, la terre végétale étant remise en couche supérieure lors du rebouchage.

ARTICLE 6 : FIN DE L'OPERATION

Article 6-1 : procès-verbal de fin de chantier

Lorsqu'il cesse d'occuper le terrain constituant l'emprise du diagnostic, le Département dresse, en présence d'un représentant de l'aménageur, un procès-verbal contradictoire de fin de chantier en deux exemplaires originaux dont l'un est remis à l'aménageur.

Ce procès-verbal a un triple objet :

- il constate la cessation de l'occupation du terrain par le Département et fixe en conséquence la date à partir de laquelle le Département ne peut plus être considéré comme responsable de la garde et de la surveillance du chantier et à partir de laquelle l'aménageur recouvre l'usage du terrain ;
- il constate également l'accomplissement des obligations prévues par la présente convention ;
- il mentionne, le cas échéant, les réserves formulées par l'aménageur. Dans ce cas, un nouveau procès-verbal constatera la levée de ces réserves.

A défaut pour l'aménageur de se faire représenter sur les lieux, le Département peut, en accord avec l'aménageur, adresser le procès-verbal de fin de chantier à ce dernier par lettre recommandée avec accusé de réception, à charge pour l'aménageur de le retourner signé au Département.

En cas de désaccord entre le Département et l'aménageur sur ce procès-verbal ou en cas de refus de l'aménageur de le signer, la partie la plus diligente peut demander à la juridiction compétente de désigner un expert pour dresser d'urgence le procès-verbal prévu ci-dessus.

Article 6-2 : Contrainte archéologique

Le procès-verbal de fin de chantier ne vaut pas libération du terrain ni autorisation de réalisation des travaux projetés par l'aménageur.

Il appartient au Préfet de Région qui en informera directement l'aménageur, de déterminer les suites à donner au diagnostic réalisé dans les conditions prévues par l'article R523-19 du Code du Patrimoine qui dispose que le préfet de région dispose d'un délai de trois mois à réception du rapport de diagnostic complet pour notifier le contenu des prescriptions postérieures au diagnostic. L'aménageur en est informé directement par le Préfet de Région.

Jusqu'à ce que le Préfet de Région ait statué sur les suites à donner au diagnostic, l'aménageur ne peut entreprendre la réalisation des travaux qu'il projette sur le terrain ayant fait l'objet du diagnostic.

ARTICLE 7 : REPRESENTATION DU DEPARTEMENT ET DE L'AMENAGEUR SUR LE TERRAIN – CONCERTATION

La personne habilitée à représenter le Département auprès de l'aménageur, notamment pour la signature des procès-verbaux ci-dessus, est le responsable scientifique des opérations.

L'aménageur communique avant le début de l'opération de diagnostic l'identité des personnes habilitées à le représenter auprès du Département, notamment pour la signature des procès-verbaux précités.

ARTICLE 8 : CONSÉQUENCES POUR LES PARTIES DU DÉPASSEMENT DES DÉLAIS FIXÉS POUR LA RÉALISATION DE L'OPÉRATION – PÉNALITÉS DE RETARD

Article 8-1 : domaine d'application

Le dispositif de pénalités de retard précisé ci-après s'applique :

- au cas où l'aménageur n'aurait pas pris les mesures énumérées à l'art. 2.1.2 et mis à disposition du Département le terrain concerné dans le délai fixé à l'article 2-2 ci-dessus ;
- en cas de dépassement par le Département des délais fixés aux articles 4-2 et 4-3 ci-dessus ;

Il n'est pas applicable dans les deux cas suivants :

- lorsque les modifications du calendrier de l'opération sont constatées par avenant passé d'un commun accord entre les parties ;
- en cas de circonstances particulières telles que définies par l'article 4-4-2 ci-dessus.

Article 8-2 : montant, calcul et paiement

La pénalité due par l'aménageur sera de 70 € par jour ouvré de retard au-delà de la date de mise à disposition du terrain prévue à l'article 2-2. Le nombre de jours à prendre en compte sera celui découlant de la date effective de mise à disposition du terrain constatée sur le procès-verbal correspondant.

La pénalité due par le Département sera de 70 € par jour ouvré de retard au-delà des délais prévus aux articles 4-2 et 4-3 (délais de réalisation de l'opération et date de remise du rapport de diagnostic). Le nombre de jours à prendre en compte sera celui découlant de la date effective d'achèvement de l'opération sur le terrain ou de la date de remise du rapport de diagnostic au Préfet de Région.

Le paiement des pénalités se fera au vu de ces éléments, sans qu'un avenant soit nécessaire.

ARTICLE 9 : COMMUNICATION – VALORISATION

Il est rappelé qu'en application de l'article L522-7 du Code du Patrimoine, le Département de la Vendée étant doté d'une structure de recherches archéologiques, cette structure contribue à l'exploitation scientifique des opérations d'archéologie qu'il réalise et à la diffusion de leurs résultats et peut participer à l'exploitation scientifique des opérations d'archéologie réalisées sur le territoire de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales dont il relève.

A ce titre, et dans la mesure où il peut seul autoriser l'entrée sur les chantiers archéologiques placés sous sa responsabilité, le Département pourra librement :

- réaliser lui-même, directement ou par l'intermédiaire de prestataires, des prises de vues photographiques et des tournages, quels qu'en soient les procédés et les supports, et exploiter les images ainsi obtenues quelle qu'en soit la destination ;
- autoriser des tiers à réaliser eux-mêmes, directement ou par l'intermédiaire de prestataires, des prises de vues photographiques et des tournages et à exploiter ces images, nonobstant les autres autorisations éventuellement nécessaires – en particulier en ce qui concerne la propriété des objets mobiliers et vestiges immobiliers photographiés ou filmés – dont ces tiers devront faire leur affaire auprès des ayants droit (services de l'Etat, propriétaire du terrain,...).

Si l'aménageur souhaite réaliser ou faire réaliser des prises de vues photographiques ou des tournages sur le chantier archéologique, il s'engage à demander préalablement l'accord écrit du Département, quels que soient les procédés, les supports et la destination des images, nonobstant les autres autorisations éventuellement nécessaires – en particulier en ce qui concerne la propriété des objets mobiliers et vestiges immobiliers photographiés ou filmés – dont l'aménageur devra faire son affaire.

Le Département pourra donner son autorisation dans le cadre d'une convention particulière.

Le Département et l'aménageur pourront en outre convenir de coopérer pour conduire ensemble toute action de communication ou de valorisation de la présente opération et de ses résultats par convention particulière à laquelle l'Etat et d'autres partenaires pourront être associés.

ARTICLE 10 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs obligations contractuelles. Cette résiliation ne

devient effective que trois mois après l'envoi par la partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant ses motifs, à moins que dans ce délai la partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

ARTICLE 11 : COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE

Pour toute contestation pouvant naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, l'attribution de compétence est donnée au tribunal administratif de Nantes, après épuisement des voies de règlement amiable.

ARTICLE 12 : DROIT DE TIMBRE ET FORMALITE DE L'ENREGISTREMENT

La présente convention n'est pas soumise au droit de timbre ni à la formalité de l'enregistrement. Dans le cas où l'enregistrement serait requis par l'une des parties, les frais seraient à la charge de celle-ci.

ARTICLE 13 : PIECES CONSTITUTIVES DE LA CONVENTION

La convention comprend les annexes suivantes :

- Annexe 1 : arrêté de prescription, incluant le plan du terrain constituant l'emprise de l'opération archéologique
- Annexe 2 : arrêté d'attribution
- Annexe 3 : projet d'intervention
- Annexe 4 : calendrier de l'opération

Fait à La Roche-sur-Yon

Le 18 FEV. 2025

en deux exemplaires originaux de 12 pages +
4 annexes

Pour le Département de la Vendée,

Le Président du Conseil départemental

Pôle Identité & Citoyenneté
L'adjoint au Directeur Général Adjoint
en charge de la Culture


François Epinard

Pour l'aménageur,

Le Directeur du Pôle aménagement et
construction de la SPL Destination Les
Sables-d'Olonne


SPL DESTINATION
LES SABLES D'OLONNE

1, Prom. Wilson B.P.20146
85104 LES SABLES D'OLONNE CEDEX
Tél. 02 51 96 85 85





**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**

Arrêté n° 2024-642 du **15 OCT. 2024**

portant prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive

Le Préfet de région ;

Vu le code du patrimoine et notamment son livre V ;

Vu l'arrêté du 7 février 2022 portant définition des données scientifiques de l'archéologie et de leurs conditions de bonne conservation ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques ;

Vu l'arrêté préfectoral 2024/SGAR/DRAC/451 du 10 septembre 2024 portant délégation de signature de M. Fabrice RIGOLET-ROZE, préfet de la région Pays de la Loire, à Mme Anne GÉRARD, directrice régionale des affaires culturelles des Pays de la Loire ;

Vu l'arrêté n° 2024/DRAC-sg/3 du 16 septembre 2024, portant subdélégation de la signature de Mme Anne GÉRARD, directrice régionale des affaires culturelles des Pays de la Loire ;

Vu le dossier enregistré sous le n° CP0851662400092, demande d'information, Consultation-projet, déposé par – SPL Destination Les Sables d'Olonne-Pôle Aménagement et construction – pour le projet « 2024-Logements Site La Poste-AM 124 » localisé à OLONNE-SUR-MER, reçu en préfecture de région, Service régional de l'archéologie Pays de la Loire, le 21 août 2024 ;

Vu la demande anticipée de prescription d'archéologie préventive présentée par – SPL Destination Les Sables d'Olonne-Pôle Aménagement et construction – pour le projet « 2024-Logements Site La Poste-AM 124 » reçue en préfecture de région, Service régional de l'archéologie Pays de la Loire, le 7 octobre 2024 ;

Considérant que les travaux envisagés sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique :
- le projet se situe à proximité de vestiges archéologiques référencés à la carte archéologique nationale sous le numéro EA 85 166 0032 intéressant une chapelle et son cimetière ;
- le projet se situe dans la zone de présomption de prescription archéologique définie dans l'arrêté n° 2016-599 du 17 novembre 2016 ;

Considérant qu'il est nécessaire de mettre en évidence et de caractériser la nature, l'étendue et le degré de conservation des vestiges archéologiques éventuellement présents afin de déterminer le type de mesures dont ils doivent faire l'objet.

ARRÊTE

Article 1 - Une opération de diagnostic archéologique est mise en œuvre préalablement à la réalisation du projet « 2024-Logements Site La Poste-AM 124 », sis en :

RÉGION : PAYS-DE-LA-LOIRE
DEPARTEMENT : VENDEE
COMMUNE : OLONNE-SUR-MER
Lieu-dit ou adresse : Logements Site La Poste
Cadastre : Section : AM, Parcelle(s) : 124

Réalisé par : SPL Destination Les Sables d'Olonne-Pôle Aménagement et construction

L'emprise soumise au diagnostic, d'une superficie de 4 541 m², est figurée sur le document graphique annexé au présent arrêté.

Le diagnostic archéologique comprend, outre une phase d'exploration du terrain, une phase d'étude qui s'achève par la remise du rapport sur les résultats obtenus.

Article 2 - L'attribution de la réalisation du diagnostic fait l'objet d'une décision distincte du présent arrêté.

L'opérateur ainsi désigné soumettra un projet d'intervention élaboré sur la base des objectifs scientifiques et des principes méthodologiques définis par le présent arrêté

Article 3 - Objectifs scientifiques

L'opération de diagnostic archéologique permettra de vérifier la présence ou l'absence de vestiges sur l'ensemble de l'emprise prescrite. Cette opération devra également permettre d'évaluer l'impact des travaux sur les vestiges éventuellement en place, de rendre compte de leur nature, leur étendue, leur chronologie et leur degré de conservation, de réunir les arguments justifiant une opération de fouille préventive éventuelle.

Article 4 - Principes méthodologiques

Si le projet d'aménagement prévoit la démolition de bâtiments existants, l'aménageur veillera à ce que ceux-ci soient démolis avant la phase de réalisation du diagnostic archéologique afin de permettre l'accès au terrain et la réalisation de sondages archéologiques répartis spatialement de manière pertinente. Aucun terrassement ne devra être réalisé lors de cette démolition.

Le diagnostic sera effectué sur l'ensemble de la surface de l'emprise prescrite par le biais de tranchées et/ou de fenêtres réalisées à l'aide d'une pelle mécanique munie d'un godet lisse sous le contrôle d'une équipe d'archéologues. Des sondages manuels seront à réaliser dans les structures rencontrées.

Le service régional de l'Archéologie devra être informé de l'ouverture de fenêtres d'évaluation et des découvertes significatives. Un relevé précis des tranchées et des fenêtres complémentaires (implantation, niveau de profondeur des ouvertures et des fonds de fouilles, coupes stratigraphiques, relevés des vestiges...) sera réalisé. L'ensemble des formations sédimentaires rencontrées sera étudié et référencé. L'enregistrement des unités stratigraphiques se fera en continu. Un diagramme stratigraphique sera produit. Les vestiges enfouis et en élévation seront replacés dans leur contexte géographique, topographique, archéologique, historique.

Le responsable scientifique de l'opération est autorisé à utiliser un détecteur de métaux dans le cadre du diagnostic.

Article 5 - Responsable scientifique

Le responsable scientifique du diagnostic, dont la désignation fera l'objet d'un arrêté ultérieur, doit justifier des qualifications suivantes : archéologue généraliste.

Article 6 - La directrice régionale des affaires culturelles est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à SPL Destination Les Sables d'Olonne-Pôle Aménagement et construction et à Service Patrimoine et archéologie de la Vendée et INRAP - Direction interrégionale Grand-Ouest.

Fait à NANTES, le

11 5 OCT. 2024

Pour le Préfet de Région,
et par délégation, Pour la Directrice régionale des affaires culturelles,
et par subdélégation
La Conservatrice régionale de l'archéologie

Isabelle BOLLARD-RAINEAU

Département :
VENDEE

Commune :
SABLES-D'OLONNE (LES)

Section : AM
Feuille : 166 AM 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1500

Date d'édition : 08/10/2024
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC47
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

Annexe à l'arrêté n° 2024-642

LES SABLES D'OLONNE - OLONNE-SUR-MER (Vendée)
Site de la Poste



emprise du diagnostic archéologique

15 OCT. 2024

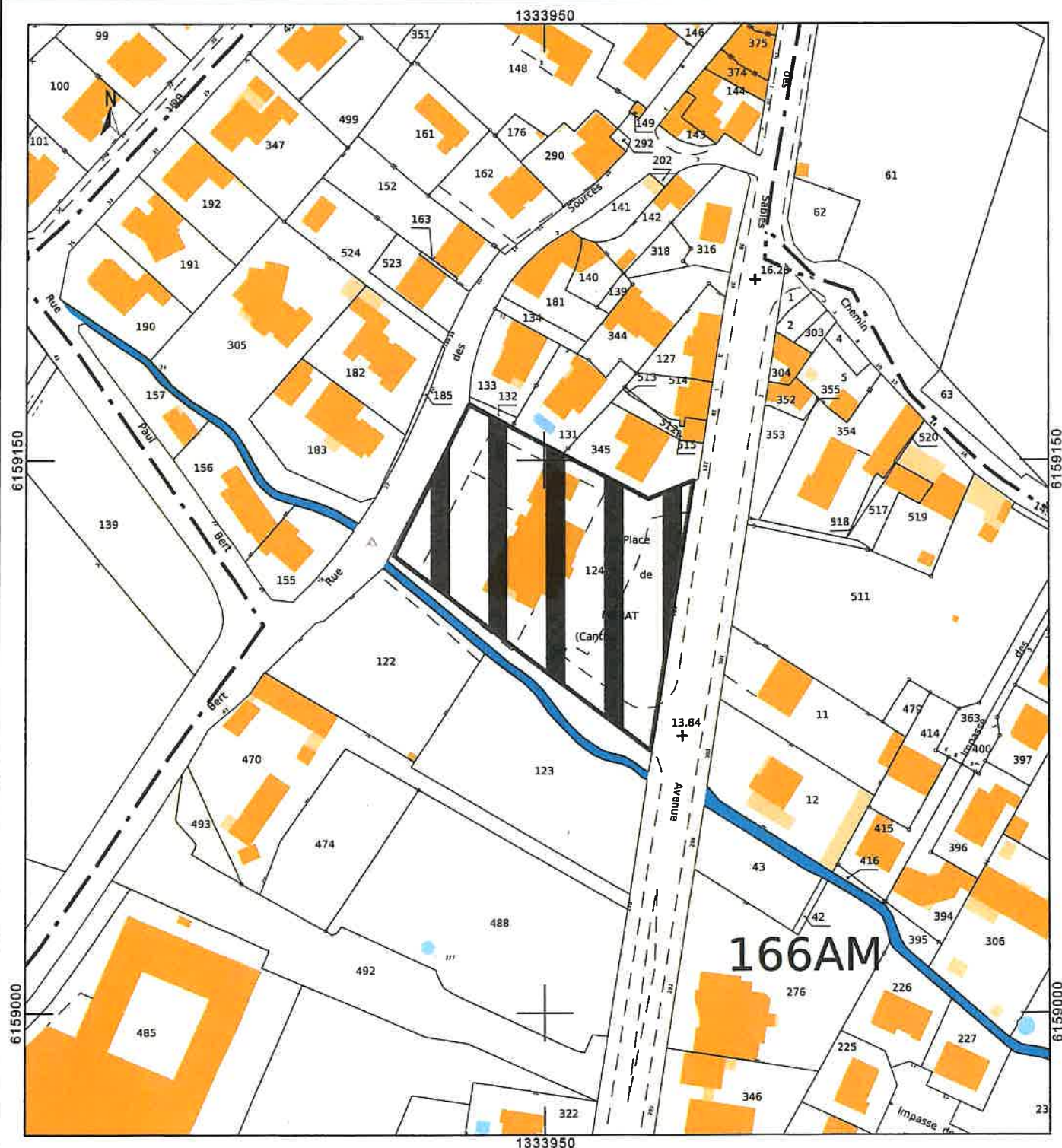
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Pôle Topographique Gestion Cadastre
VENDEE
Cité administrative Travot Rue du 93ème
RI 85020
85020 LA ROCHE SUR YON CEDEX
tél. 02 51 45 12 39 -fax
ptgc.850.la-roche-sur-
yon@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr





**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**

Arrêté n° 2024-662 du **23 OCT. 2024**

portant attribution de la réalisation d'un diagnostic à un opérateur d'archéologie préventive

Le Préfet de région ;

Vu le code du patrimoine et notamment son livre V ;

Vu l'arrêté préfectoral 2024/SGAR/DRAC/451 du 10 septembre 2024 portant délégation de signature de M. Fabrice RIGOULET-ROZE, préfet de la région Pays de la Loire, à Mme Anne GÉRARD, directrice régionale des affaires culturelles des Pays de la Loire ;

Vu l'arrêté n° 2024/DRAC-sg/3 du 16 septembre 2024, portant subdélégation de la signature de Mme Anne GÉRARD, directrice régionale des affaires culturelles des Pays de la Loire ;

Vu l'arrêté n° 2024-642 du 15 octobre 2024 portant prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive (OLONNE-SUR-MER, VENDEE, 2024-Logements Site La Poste-AM 124) ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2017 portant habilitation en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du service patrimoine et archéologie de la Vendée ;

Vu la décision du Service Patrimoine et archéologie de la Vendée en date du 18 octobre 2024 de réaliser le diagnostic prescrit ;

Considérant que le projet d'aménagement susvisé n'entre pas dans le champ d'application de l'article R.523-28 du code du patrimoine,

ARRÊTE

Article 1 - La réalisation de l'opération de diagnostic prescrite par l'arrêté du 15 octobre 2024 susvisé est attribuée au Service Patrimoine et archéologie de la Vendée.

Article 2 - La directrice régionale des affaires culturelles est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à : SPL Destination Les Sables d'Olonne-Pôle Aménagement et construction, Service Patrimoine et archéologie de la Vendée.

Fait à Nantes, le

23 OCT. 2024

Pour le Préfet de Région,
et par délégation, Pour la Directrice régionale des affaires culturelles,
et par subdélégation
La Conservatrice régionale de l'archéologie

Isabelle BOLLARD-RAINEAU



PROJET D'INTERVENTION

1. IDENTIFICATION

1.1 Site

Département	Vendée
Commune	Olonne-sur-Mer, « Logements Site La Poste »
Nature du projet	Projet d'aménagement et de construction
Références cadastrales	AM 124

1.2 Aménageur

Nom ou raison sociale	SPL Destination Les Sables-d'Olonne – Pôle Aménagement et construction
Adresse	36, rue Nicot 85100 Les Sables-d'Olonne

1.3 Service instructeur

Coordonnées	Service Régional de l'Archéologie des Pays de la Loire 1, rue Stanislas Baudry, BP 63518, 44035 Nantes cedex 1
Dossier suivi par	Catherine MOREAU

1.4 Opérateur

Nom ou raison sociale	Service Patrimoine et Archéologie/ Direction de l'Action Culturelle Conseil départemental de la Vendée
Adresse	40, rue Maréchal Foch 85 923 La Roche-sur-Yon Cedex

1.5 Opération

Arrêté n° 2024-642 du 15 octobre 2024 portant prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive reçu le 17 octobre 2024	
Nature de l'opération	Diagnostic
Surface à traiter	4541 m ²
Calendrier prévisionnel	Selon convention

2. PROBLEMATIQUE SCIENTIFIQUE

Conformément à l'arrêté n° 2024-642 du 15 octobre 2024, les objectifs du diagnostic visent à mettre en évidence la présence ou absence de vestiges archéologiques sur l'ensemble de l'emprise du projet. Il devra également permettre d'évaluer l'impact des travaux sur les vestiges éventuellement en place, de rendre compte de leur nature, leur étendue, leur chronologie et leur degré de conservation, de réunir les arguments justifiant une opération de fouille éventuelle.

3. METHODES ET TECHNIQUES ENVISAGEES

Le diagnostic sera réalisé sur l'ensemble de la surface de l'emprise par le biais de tranchées et/ou de fenêtres réalisées à l'aide d'une pelle mécanique équipée d'un godet lisse sous le contrôle d'une équipe d'archéologues. Les tranchées seront espacées régulièrement et représenteront un taux d'ouverture minimum compris entre 7 et 10 % de la surface concernée par la prescription de diagnostic. Des fenêtres de décapage plus larges pourront être implantées afin d'évaluer plus finement l'étendue et l'état de conservation des vestiges.

Des sondages manuels seront effectués dans les structures rencontrées afin de caractériser leur nature et leur chronologie. Le Service Régional de l'Archéologie sera tenu au courant de l'ouverture de fenêtres d'évaluation et des découvertes significatives. Des sondages profonds seront réalisés en cas de séquences stratigraphiques présentant un intérêt. Un relevé précis des tranchées et des fenêtres complémentaires (implantation, niveau de profondeur des ouvertures et des fonds de fouille, coupes stratigraphiques, relevés des vestiges..) sera réalisé de même que l'ensemble des formations sédimentaires rencontrées sera étudié et référencé. Les sites (vestiges enfouis et bâtis) seront replacés dans leurs contextes topographique, archéologique, historique et géographique.

4. MOYENS PREVUS

4.1 Phase terrain

PHASE TERRAIN (en nombre de jours)		
	Tranche ferme	Tranche conditionnelle
Responsable d'opération	1	2
Technicien d'opération	1	4
Géomorphologue		1
Topographe	1	1
Total phase terrain	3	8

MOYENS MECANQUES (en jours)		
	Ouverture	Rebouchage
Tranche ferme	1	1
Tranche conditionnelle	2	1

4.2 Phase post-fouille

Les résultats et données scientifiques issus du diagnostic figureront dans le rapport final d'opération, établi sous l'autorité du responsable scientifique d'opération, selon les normes définies par l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques

PHASE D'ETUDE (en nombre de jours)		
	Tranche ferme	Tranche conditionnelle
Responsable d'opération	10	2
Technicien	8	4
Géomorphologue		1
Topographe	1	2
Total phase d'étude	19	9

5. RESPONSABLE D'OPERATION

Le responsable d'opération proposé est Aurélien Hamel

Colette du GARDIN



Responsable du secteur archéologie
Le 18 novembre 2024

OPERATEUR DEPARTEMENT DE LA VENDEE Service Patrimoine et Archéologie	CALENIER PREVISIONNEL DIAGNOSTIC ARCHEOLOGIQUE -arrêté 2024-642 du 15 octobre 2024- OLONNE-SUR-MER, Site La poste									
ANNEE	2025									
Mois	Juin				Juillet		Août		Septembre	
Semaine										
Jour	2	3	4	5						
PERIODE D'INTERVENTION MAXIMUM	Phase terrain, tranche ferme				Phase terrain tranche conditionnelle		Remise du rapport d'opération au plus tard 83 jours ouvrés après la signature du PV de remise de terrain			
					Rebouchage TF		Rebouchage TC			